

FOCUS CONJONCTURE

Le moteur de l'emploi tourne à plein régime

Novembre 2017
Anouar Boukamel



Pourcentage de secteurs interrogés ayant constaté une hausse de leur production lors des six derniers mois

60%

53%

Pourcentage de secteurs qui s'attendent à une hausse prochaine de leur activité (contre 33% lors de notre dernière enquête)

Pourcentage de secteurs pour lesquels l'innovation est d'importance capitale

76%

40%

Pourcentage de secteurs qui s'attendent à une hausse de l'emploi dans les six prochains mois (contre seulement 10% en mai)

Croissance économique attendue en 2018

2%



Headlines

- ***L'industrie et la construction sont optimistes concernant les perspectives d'emploi et de production***
- ***Le chômage diminue grâce à l'accélération de la création d'emplois au sein du secteur privé***
- ***Par conséquent, les pénuries de certains profils sur le marché du travail se font de plus en plus pressantes***
- ***L'accélération de la croissance économique devrait se poursuivre jusqu'à mi-2018 pour ensuite ralentir, suite aux pénuries***



Comme elle le fait chaque semestre, la FEB a interrogé pendant le dernier trimestre de 2017 ses fédérations sectorielles sur les évolutions conjoncturelles dans leur secteur. Via ses membres, la FEB représente environ 50.000 entreprises, soit près de 80% des exportations de la Belgique, 75% de l'emploi et 2/3 de la valeur ajoutée. En plus de sa propre enquête pour cerner en détail les évolutions conjoncturelles, elle analyse aussi le contexte économique national et international. Cette Analyse FEB présente la situation actuelle dans les entreprises de Belgique ainsi que les prévisions pour les six prochains mois.

1. Contexte international

Économie mondiale

Globalement, l'économie mondiale s'est bien portée en 2017. Selon le FMI, le PIB réel mondial devrait connaître une croissance annuelle de 3,6% en 2017, contre 3,1% en 2016. Dans les pays émergents, cette croissance serait de 4,6%, alors qu'elle serait de 2,2% pour les économies avancées.

Malgré les divers tumultes politiques et incertitudes liés au Brexit et à la présidence de Trump, la situation du commerce international est très positive. En effet, l'amélioration observée en fin d'année 2016 s'est non seulement confirmée, mais raffermie lors des huit premiers mois de 2017. Selon le CPB World Trade Monitor, le commerce mondial a crû de 4,4% en moyenne lors des huit premiers mois de 2017, contre 1,1% pour ceux de 2016.

Cette embellie conjoncturelle mondiale, associée à la limitation de la production pétrolière par les pays de l'OPEP depuis fin 2016, a généré une pression haussière sur le prix du baril. Ayant oscillé autour des 50 USD le baril pendant la majeure partie de l'année 2017, les prix du pétrole ont entamé une légère hausse depuis mi-août. Ainsi, mi-novembre, le prix du Brent était de 64 USD. Même si cela fait plus de deux ans que le Brent n'a pas été aussi élevé, cela ne constitue néanmoins pas un élément d'inquiétude, étant donné que celui-ci

est encore bien loin de la moyenne de 100 USD le baril constatée entre 2010 et 2013.

USA

Aux États-Unis, l'accélération de la croissance constatée fin 2016 s'est confirmée. Lors des trois premiers trimestres de 2017, la croissance annuelle a été de 2,2%, contre 1,4% en 2016. Malgré le nombre record de tornades ayant frappé les USA (le plus élevé depuis 2011), la croissance est donc restée solide.

Le taux de chômage aux États-Unis a continué de baisser, s'élevant désormais à 4,1% (un taux jamais vu depuis le début des années 2000). Malgré ce taux historiquement bas, les hausses salariales restent modérées, mais permettent tout de même une bonne croissance de la consommation privée, élément crucial de la croissance américaine.

Le plan de réductions d'impôts de l'administration Trump a enfin été concrétisé et devrait permettre une hausse des revenus des ménages en 2018 et stimuler encore davantage la consommation.

Pour l'heure, le raffermissement graduel de la politique monétaire ne semble pas impacter négativement la consommation, les investissements ou les marchés financiers.

Par ailleurs, la confiance des entreprises et celle des ménages restent à des niveaux élevés malgré quelques fléchissements ponctuels. Ainsi, selon le FMI, la croissance américaine devrait, dans ce contexte, encore s'accélérer quelque peu en 2018 (2,3%).

BRICS

En Chine, la transition vers une économie de consommation se poursuit. Bien que significativement positive, la croissance des exportations ralentit. C'est effectivement une importante croissance de la consommation et des investissements publics et privés qui permet de maintenir des niveaux de croissance proches des 7% en base annuelle. L'inflation reste modérée, à 1,2% en 2017 selon la Banque mondiale.

La croissance de la demande intérieure chinoise est soutenue par des programmes d'investissements publics et par une politique

Le commerce mondial a crû de 4,4% en moyenne lors des 8 premiers mois de 2017



de crédit souple. Ce qui engendre des risques de mauvaise allocation de l'investissement. De plus, le niveau d'endettement privé est assez inquiétant lorsqu'on compare l'endettement privé chinois actuel avec celui constaté juste avant les précédentes crises asiatiques.

Après plusieurs années successives de turbulences, la situation s'améliore également dans les autres pays émergents. Certains de ces pays (Russie, Brésil) ont connu des récessions importantes dernièrement. La chute des prix du pétrole et des matières premières ainsi que plusieurs crises (géo)politiques ont frappé durement ces économies.

Cette tendance négative semble s'être inversée, les taux de croissance positifs faisant enfin leur retour (0,7% pour le Brésil et 1,8% pour la Russie en base annuelle).

UE & zone euro

En Europe, l'embellie constatée fin 2016 s'est affirmée lors des premiers trimestres de 2017, avec des taux de croissance annuelle de 2,5% pour le deuxième et troisième trimestre de 2017. Plusieurs points positifs sont à mettre en évidence.

Premièrement, le revenu disponible des ménages a augmenté grâce à la progression continue de l'emploi, permettant le maintien de la croissance de la consommation privée à un bon niveau.

Deuxièmement, les exportations se sont bien comportées malgré un renchérissement de l'euro face au dollar entre janvier et septembre 2017.

Troisièmement, dans un contexte de politique monétaire accommodante, les investissements ont crû de 4 puis 3,3% au premier et second trimestre de 2017. Cela a également contribué à la bonne tenue du secteur de la construction, qui a récupéré un rythme de croissance solide.

Enfin, la diminution du taux de chômage s'est poursuivie pour atteindre aujourd'hui 9%.

Au niveau monétaire, l'inflation reste très faible malgré la politique monétaire accommodante de la BCE, dont les taux ultrabas sont restés

inchangés. Cependant, elle a déclaré le 26 octobre que le rythme d'achat d'actifs actuel se poursuivrait jusque fin décembre 2017 (60 milliards par mois). Dès janvier, il sera toutefois ramené à 30 milliards mensuels.

Tous ces éléments démontrent la bonne tenue de la conjoncture européenne.

Entre le 1^{er} et le 3^{ème} trimestre de 2017, la croissance allemande est passée de 2,1% à 2,8%

Ainsi, nos pays voisins ont connu une évolution meilleure qu'anticipé. Entre le premier et le troisième trimestre de 2017, la croissance allemande (YoY) est passée de 2,1% à 2,8%. En France, elle a dépassé les 2% au troisième trimestre de 2017 après avoir flirté longtemps autour de 1%. Aux Pays-Bas, la croissance

trimestrielle en base annuelle s'est maintenue à des niveaux élevés de plus de 3% en moyenne.

Quant à l'Espagne, le regain de vigueur de la croissance espagnole s'est aussi confirmé, avec des taux de croissance d'au moins 3% lors des trois premiers trimestres de 2017.

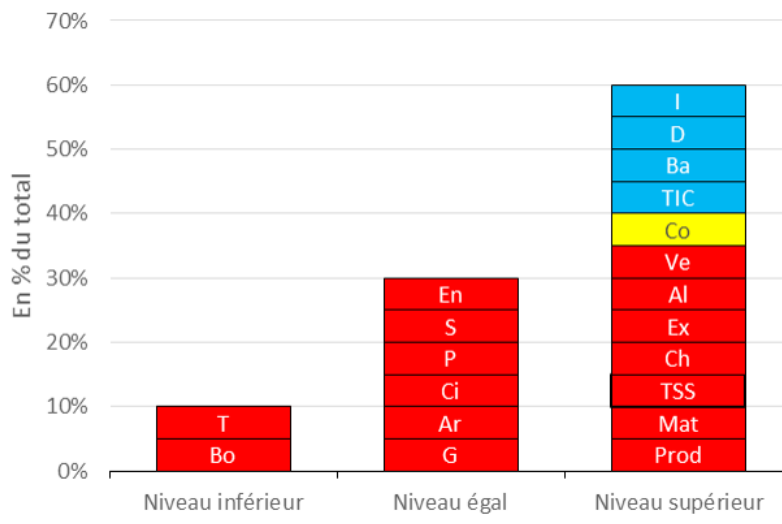
Pour toutes ces économies, c'est principalement (à des degrés divers) la vigueur de l'investissement et des exportations qui est la source de cette recrudescence de la croissance. Dans le même temps, la croissance de la consommation privée y a aussi contribué.

Au Royaume-Uni, les effets d'incertitude liés au Brexit et l'affaiblissement de la livre y affèrent ont engendré une accélération de l'inflation. Renchérissant le prix relatif des importations de la Belgique et diminuant le pouvoir d'achat des ménages britanniques, les exportations belges ont donc souffert des deux côtés.

Cependant, l'économie anglaise a pour l'heure fait preuve d'une certaine résilience grâce à une politique budgétaire et monétaire accommodante (même si la Banque d'Angleterre a relevé une nouvelle fois son taux directeur le 2 novembre). La faiblesse de l'épargne a en effet permis de maintenir une croissance raisonnable de la consommation, mais ne le permettra pas pour une durée infinie.



Graphique 1. Activité économique par rapport aux 6 derniers mois



Al: alimentation; Ar: armature; Ba: banques; Bo: bois; Ca: commerce automobile; Ch: chimie; Ci: ciment; Co: Construction; D: commerce; En: énergie; Ex: extraction; G: industrie graphique; I: interim; Mat: materials technology; P: papier; Prod: production technology & mechatronics; S: sidérurgie; T: textile; TIC: technologies de l'information et de la communication; TSS: transport solution systems; Ve: verre

2. Belgique

Activité économique

Tout au long de l'année 2017, la bonne tenue de l'économie belge s'est poursuivie avec des taux de croissance légèrement supérieurs à ce qu'on a pu observer en 2016. L'indicateur de confiance des consommateurs se maintient au-dessus du niveau de long terme et a récemment progressé assez fortement. Dans le même temps, l'indicateur de confiance des entreprises de la BNB a aussi grimpé, en novembre, à son plus haut niveau depuis avril 2011, après une hésitation temporaire pendant l'été.

Ces éléments positifs sont confirmés par les résultats de notre enquête. 60% de nos secteurs estiment que le niveau de production actuel est supérieur à ce qu'il a été par rapport aux 6 derniers mois et 30% qu'il a été égal. Parmi ceux qui ont vu une amélioration, tous les secteurs de services, le secteur de la construction et pas mal de secteurs industriels (graphique 1).

Seulement deux secteurs déclarent que la production a baissé. Parmi eux, l'industrie du textile, qui a souffert du Brexit et de la faiblesse de la livre. De plus, la hausse des prix des

matières premières a exercé une pression négative sur ce secteur.

Pour les six prochains mois, la tendance est encore plus positive puisque 53% de nos secteurs pensent que l'activité économique sera supérieure, 47% qu'elle sera égale et aucun qu'elle sera inférieure (graphique 2). La comparaison avec notre enquête de mai 2017 montre que l'optimisme s'est clairement répandu ces derniers mois. En effet, la proportion qui anticipait une hausse de leur activité dépassait à peine les 30% en mai 2017.

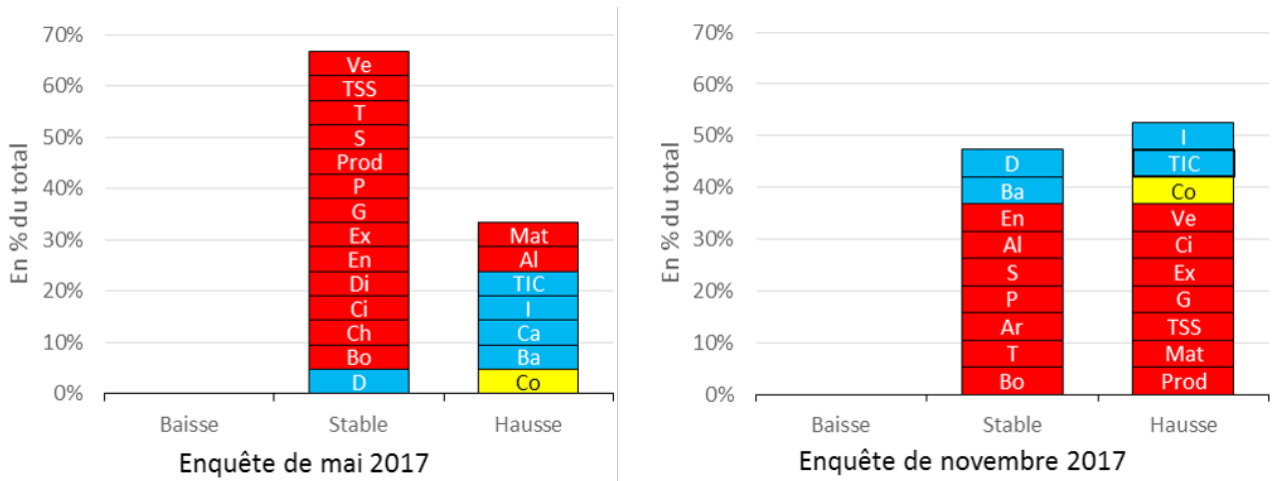
Il est marquant de constater que l'optimisme se situe aujourd'hui aussi, et même surtout, dans les secteurs industriels.

Cela est dû, d'une part, à l'optimisme dans le secteur de la construction, en anticipation de travaux de génie civil importants avant les élections communales d'octobre 2018, ainsi qu'au démarrage de quelques grands projets (Oosterweel et écluse de Terneuzen). Ceci se traduit aussi dans un optimisme accru dans les secteurs des matériels de construction comme le verre, le ciment et l'extraction.

D'autre part, l'optimisme industriel est dû au redressement partiel de la compétitivité-coût et à l'embellie de la conjoncture européenne, comme ces secteurs sont fortement orientés



Graphique 2. Perspectives d'activité économique dans les 6 prochains mois



à l'exportation. C'est particulièrement le cas pour les secteurs d'Agoria: technologies de production, matériaux de haute technologie, automobiles et TIC.

L'évolution de notre baromètre de prévisions de l'activité économique (optimistes – pessimistes) va dans le même sens, enregistrant un progrès important par rapport à notre dernière enquête (graphique 3). Un solde aussi élevé n'a plus été observé depuis 2010-2011. Au cours de ces deux années, la croissance annuelle moyenne s'est élevée à 2,3%

Rentabilité

Majoritairement, il est estimé que la rentabilité est à un niveau égal à la moyenne de long terme (63%). Un peu plus de 25% l'estiment inférieur, alors que seuls deux secteurs l'estiment supérieur.

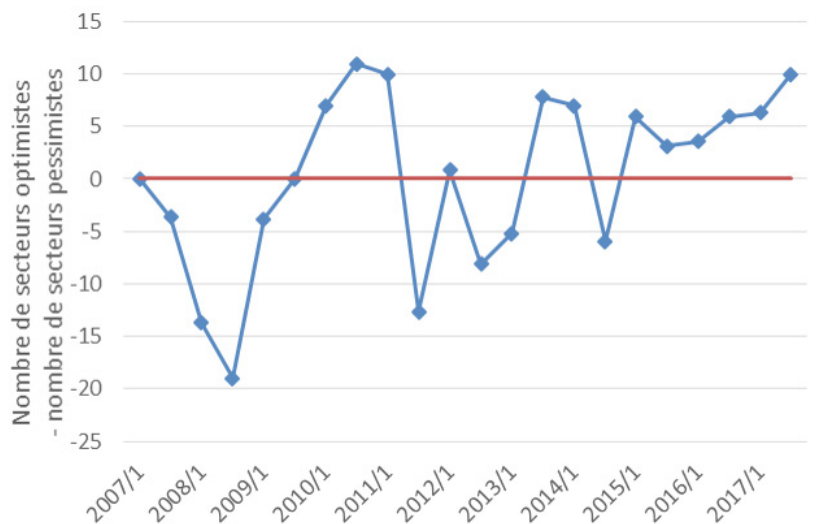
Pour les six mois à venir, la grande majorité (70%) n'envisage ni amélioration, ni détérioration de leur rentabilité (graphique 4). En effet, le redémarrage du mécanisme d'indexation et une pression progressivement croissante à la hausse des salaires pour certaines fonctions techniques en pénurie pourraient engendrer une hausse des coûts. Tout cela dans un environnement concurrentiel qui reste fort au niveau mondial, ne laissant qu'une marge de manœuvre limitée au niveau des prix de vente.

Parmi les pessimistes au niveau des attentes de rentabilité se trouve le secteur du commerce suite à la forte concurrence des acteurs de l'e-commerce et des achats transfrontaliers.

Investissements

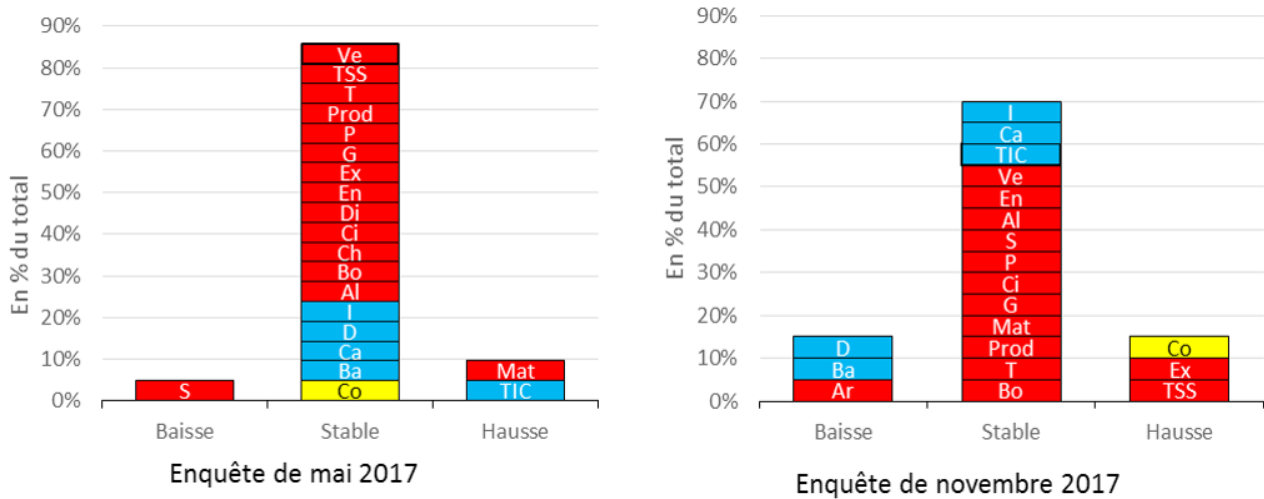
L'investissement continue de croître à un bon rythme. La croissance par rapport au trimestre de l'année précédente de la formation brute de

Graphique 3. Baromètre d'activité économique dans les 6 prochains mois





Graphique 4. Perspectives de rentabilité dans les 6 prochains mois



capital fixe a été proche des 3% lors des deux premiers trimestres de 2017 (2,7% au Q1 et 2,8% au Q2).

L'amélioration conjuguée de la conjoncture en Europe, la faiblesse des taux d'intérêt et le niveau élevé d'utilisation des capacités de production (81,7%, plus haut niveau depuis octobre 2008) incitent donc clairement les entreprises à investir.

Notre enquête confirme la solidité de l'investissement des entreprises. Au cours des six prochains mois, la majorité des secteurs envisagent le maintien de leur niveau d'investissement, alors que 35% l'anticipent haussier. Seuls 15% envisagent une baisse de l'investissement (graphique 5).

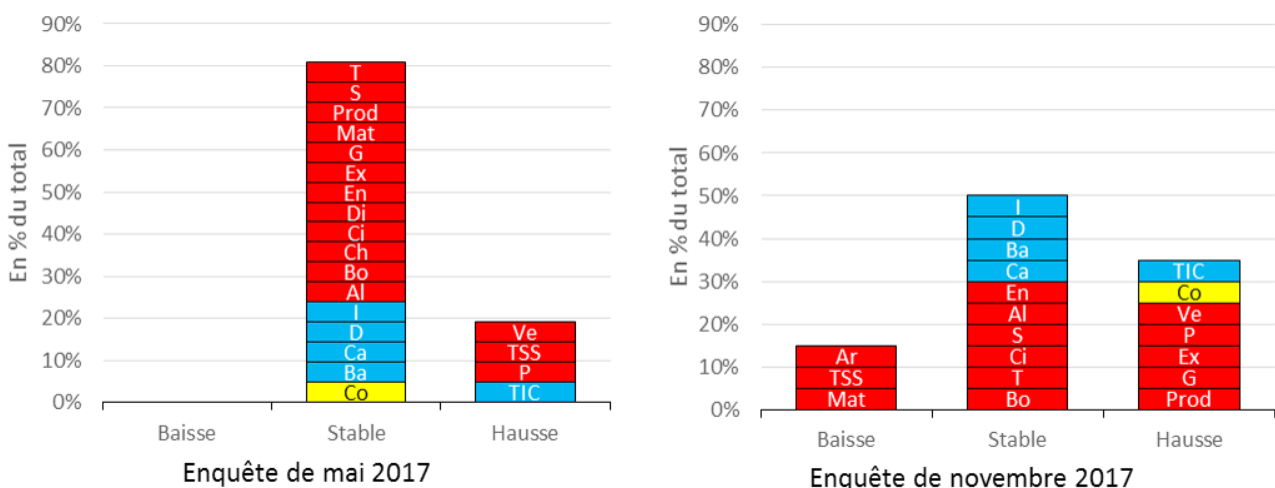
Lors de notre dernière enquête en mai 2017, la majorité des secteurs s'attendaient à une stabilité de leurs investissements. En novembre,

on observe donc une plus grande dispersion des attentes. Ainsi, une plus grande proportion s'attend à une hausse de ses investissements, principalement le secteur de la construction et des secteurs qui y sont étroitement liés (extraction, verre, etc.). Près de 50% des secteurs continuent d'anticiper le maintien de leurs investissements, contre 80% en mai.

Quelques secteurs s'attendent donc à une baisse de leur rythme d'investissement. Ces attentes ne prennent néanmoins pas source dans un pessimisme lié à l'avenir, mais plutôt à la fin de certains grands projets d'investissement dans des secteurs comme l'assemblage automobile ou les armateurs. Par exemple, l'usine de Volvo à Gand a entamé la production de masse de la XC 40 fin novembre après l'achèvement d'un investissement de 200 millions EUR.

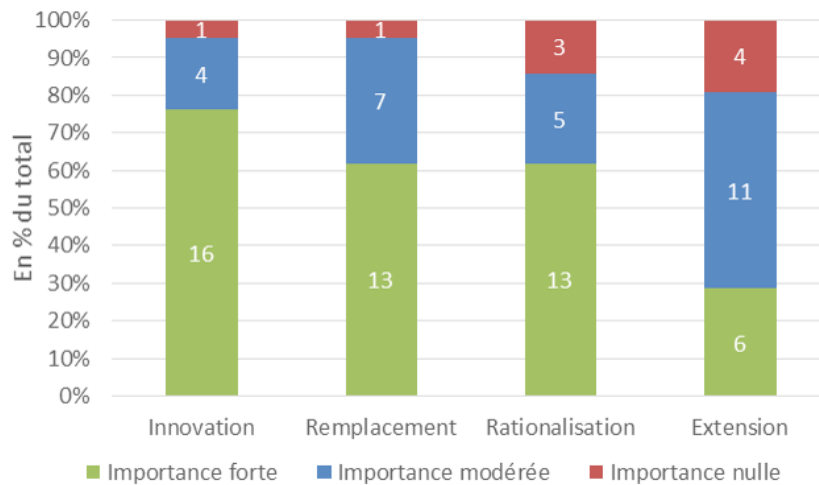
Pour une majorité de secteurs, l'innovation reste le principal motif d'investissement. Notons que

Graphique 5. Perspectives d'investissement dans les 6 prochains mois





Graphique 6. Motifs d'investissement



cette majorité s'est renforcée par rapport à juin, avec près de 80% des secteurs interrogés pour lesquels l'investissement dans l'innovation est d'importance capitale. Pour les investissements de remplacement et de rationalisation, un peu plus de 60% des secteurs interrogés estiment son importance élevée. Par contre, un peu moins de 30% considèrent l'investissement dans l'augmentation des capacités comme prioritaire (graphique 6). Ainsi notre enquête confirme l'importance que revêt l'innovation pour les entreprises belges. Les investissements dans les nouvelles technologies, les nouveaux logiciels et les nouveaux modèles économiques numériques sont aujourd'hui clairement préférés aux investissements visant l'extension de lignes de production ou de bâtiments d'exploitation existants.

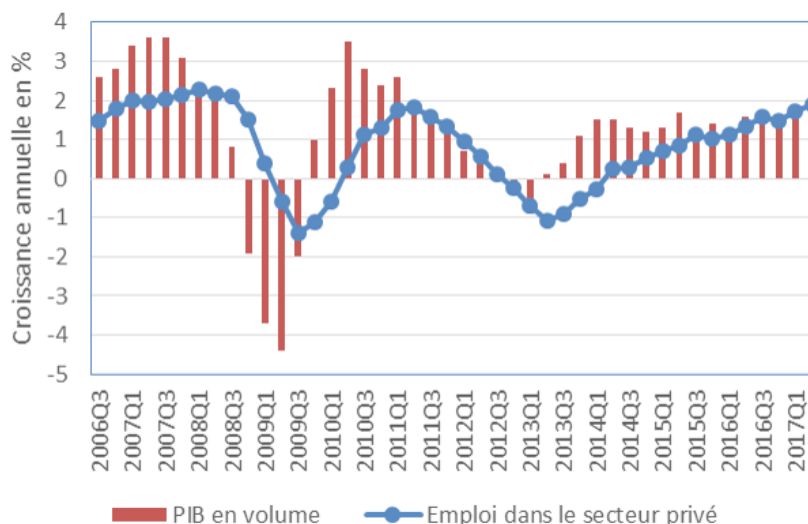
Emploi

Le taux de chômage a continué sa diminution entamée en 2016 tout au long de l'année 2017. Le taux de chômage harmonisé était de 7,2% en septembre 2017, contre 7,6% en septembre 2016. Au premier et deuxième trimestre 2017, la croissance de l'emploi a encore gagné en vigueur. Par rapport au semestre équivalent de l'année précédente, l'emploi a crû de 1,53% en 2017, contre 1,12% en 2016.

Au sein du secteur privé, l'emploi a même connu une croissance de 1,9% au deuxième trimestre de 2017. On n'avait plus vu une telle amélioration depuis la crise financière de 2008 (graphique 7).

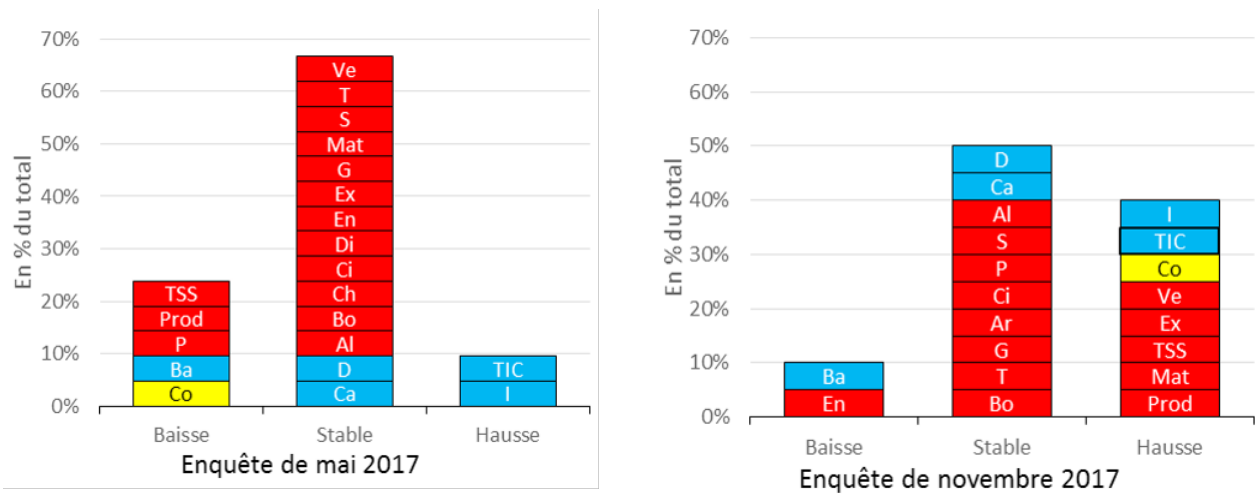
D'ailleurs, alors que la croissance du PIB a été relativement stable ces dernières années,

Graphique 7. Croissance de l'emploi dans le secteur privé et croissance du PIB réel





Graphique 8. Perspectives d'emploi dans les 6 prochains mois



celle de l'emploi dans le secteur privé n'a cessé d'augmenter. Cette forte amélioration de l'intensité en travail de la croissance économique est sans doute liée à l'évolution relativement favorable des coûts salariaux entre 2015 et 2017 suite aux mesures gouvernementales (saut d'index, tax shift, modération salariale).

Les résultats de notre enquête indiquent que la demande de main-d'oeuvre devrait continuer d'évoluer favorablement. En mai, seulement 10% des secteurs interrogés anticipaient une hausse de l'emploi, alors qu'aujourd'hui ils sont 40%. De fait, la proportion qui envisage un statu quo est passée de 68% à 50%, alors que la proportion de pessimistes est passée de 24% à 10% (graphique 8).

De plus, alors qu'en mai aucun secteur industriel n'envisageait de hausse de l'emploi, notre dernière enquête montre que les perspectives d'emploi des secteurs de l'industrie technologique et le secteur de la construction sont désormais positives. Le choc Caterpillar semble s'être résorbé et, au vu des anticipations concernant la production, une bonne partie des secteurs manufacturiers comptent eux aussi engager prochainement.

Dans ce contexte et en raison de la baisse du taux de chômage des années passées, des pénuries sur le marché de travail commencent déjà à se faire sentir.

Interrogés à ce sujet en novembre, 71% des secteurs interrogés déclarent éprouver des difficultés à trouver certains profils, alors que 19% ont même des difficultés à trouver le candidat idéal pour la plupart des profils (c'est-à-dire même dans le cas de niveaux de

qualification peu élevés).

Ces difficultés ont pour origine plusieurs facteurs de long terme propres à la Belgique, qu'il faut urgemment résoudre pour augmenter notre potentiel de croissance à long terme (voir cadre).

3. Une croissance de 1,8% en 2017 et 2% en 2018

L'année 2017 s'est caractérisée par un regain plus important qu'attendu des économies européennes et de l'économie belge.

Les diverses mesures gouvernementales ont fortement contribué à l'accélération de la croissance de l'emploi tout en augmentant le revenu disponible des ménages, alimentant la croissance de la consommation privée.

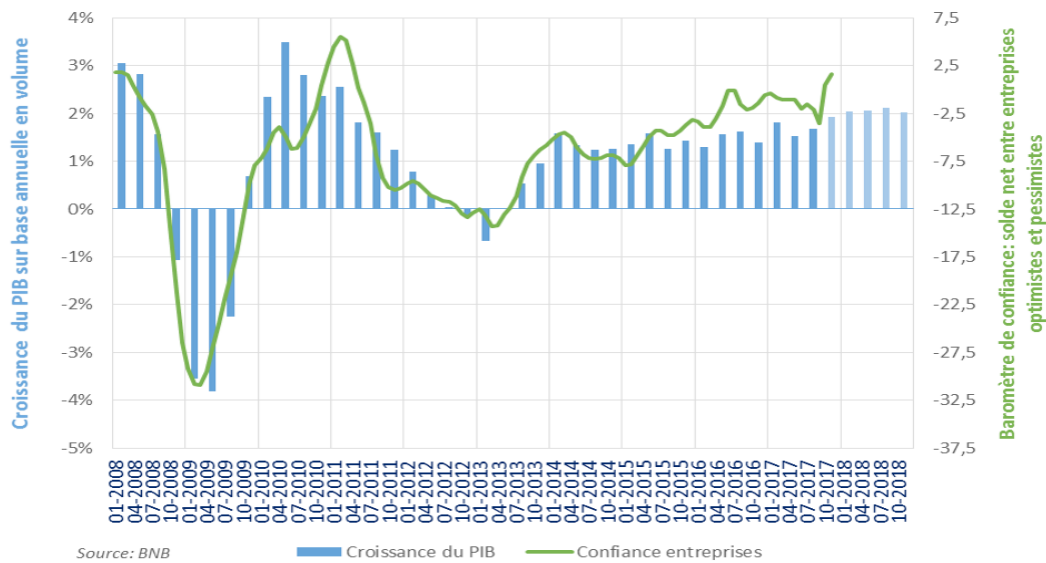
Notons également un bon niveau d'investissement et de bonnes performances du commerce international grâce à l'amélioration significative de notre position concurrentielle.

Dans ce contexte, la croissance de l'activité économique a légèrement accéléré au cours des trois premiers trimestres de 2017 pour atteindre une moyenne annuelle de 1,7 à 1,8%. Mais lors du dernier trimestre de 2017, la croissance de l'activité s'est sans doute déjà rapprochée des 2% (graphique 9).

La grande majorité des indicateurs et les résultats de notre enquête conjoncturelle confirment que cette tendance positive va perdurer et probablement encore se renforcer en 2018.



Graphique 9. Croissance économique et confiance des entreprises



Attendons-nous donc à ce que la croissance s'accélère encore un peu lors des premiers trimestres de 2018 à des niveaux légèrement au-dessus de 2%, notamment grâce à une accélération de la croissance de la demande intérieure. Cette dernière sera soutenue par une croissance de la consommation des ménages plus forte due à la hausse de l'emploi et du pouvoir d'achat, par d'importants investissements publics 'pré-élections 2018', ainsi que par le maintien d'une bonne croissance des investissements des entreprises.

Par la suite, vers fin 2018, avec des taux de chômage approchant 6,5% ou moins de la population active, l'économie belge pourrait commencer à se heurter à des pénuries assez généralisées sur le marché de travail. Cela pourrait empêcher la croissance de poursuivre son accélération. Ajouté à l'approche du Brexit (mars 2019), ces éléments pourraient quand même provoquer une légère décélération de la croissance vers fin 2018. Cela étant, en moyenne pour 2018, une croissance de 2% paraît possible et vraisemblable.

4. Risques et recommandations

Au vu des éléments développés précédemment, nous pouvons nous attendre à un renforcement

de la croissance économique mondial et belge en 2018. Cependant, quelques risques subsistent.

En premier lieu, évoquons les tensions géopolitiques internationales. Les troubles croissants entre les Etats-Unis et la Corée du Nord génèrent leurs lots d'incertitudes et pourraient provoquer de l'agitation sur les marchés, surtout en cas d'escalade menant à un conflit armé.

En second lieu, mentionnons un endettement international important aussi bien au sein du secteur privé que public. Dans un contexte où plusieurs banques centrales d'importance (FED, Bank of England, BCE) ont déjà commencé à, ou vont prochainement, resserrer leur politique monétaire, ce haut niveau d'endettement pourrait engendrer un service d'endettement plus lourd chez les ménages et les gouvernements.

Troisièmement, l'évolution des négociations concernant le Brexit. Les prochaines semaines et les conclusions au sujet de points d'accroche divers (à propos de l'Irlande et des accords commerciaux) nous éclaireront sur l'orientation d'un Brexit soit « soft », avec des régimes transitoires et donc un certain temps d'adaptation, soit « hard » avec de graves conséquences pratiques sur le commerce dès avril 2019. Selon une étude de l'Université de Louvain (Vandenbussche et al.), un « soft »

L'économie belge pourrait se heurter à des pénuries généralisées sur le marché du travail



Brexit correspondrait à une perte de 0,38% du PIB, alors qu'un « hard » Brexit engendrerait une perte de 1,54% pour l'UE. Pour la Belgique, un « soft » Brexit résulterait en une perte de 0,58% du PIB contre une perte de 2,35% du PIB dans le cas d'un « hard » Brexit.

Aux risques déjà connus liés au Brexit, rajoutons la situation politique tendue en Espagne. Cependant, économiquement parlant, même si l'Espagne est un partenaire important de la Belgique, elle l'est beaucoup moins que l'Angleterre.

En 2016, 2,7% des exportations belges avaient pour destination l'Espagne, contre 8,9% pour l'Angleterre. Concernant les importations, 2,4% provenaient d'Espagne, alors que 4,8% provenaient d'Angleterre. Ainsi, les troubles qui frappent la Catalogne (qui pèse pour 20% du PIB espagnol) ne devraient pas avoir d'impacts économiques trop importants pour la Belgique, à moins d'une contagion de la crise politique espagnole au niveau européen.

En Belgique, quelques risques plus spécifiques sont à mettre en évidence. Ces dernières années, de nombreux efforts ont été consentis pour améliorer la compétitivité belge et ceux-ci ont eu un impact important. Cependant, l'inflation est à l'instant quelque peu supérieure en Belgique à la moyenne européenne et l'indexation des salaires pourrait donc mettre sous pression notre compétitivité. Ceci devrait néanmoins être corrigé dans l'application stricte de la Loi de 1996 adaptée (depuis mars 2017). Ceci n'est pas le cas pour les hausses salariales provenant d'un éventuel « wage drift » plus élevé que prévu. Des hausses salariales liées aux pénuries sur le marché du travail pourraient donc négativement impacter notre compétitivité, bien qu'il n'y ait actuellement pas d'indications concrètes en ce sens.

En plus, ces pénuries risquent de simplement freiner la croissance de certains secteurs, surtout en vue de la vague d'innovation digitale qui nous attend. Les pénuries sont une conséquence directe d'une inadéquation entre les compétences enseignées et celles demandées sur le marché du travail. A cela s'ajoutent les choix d'orientation souffrant d'un différentiel de genre et la réduction de notre avance quant au niveau général de l'éducation (voir cadre).

De manière générale, il convient de miser encore plus fortement sur l'activation de la réserve de main-d'œuvre disponible. Les bénéficiaires d'un RCC devraient par exemple recevoir les mêmes offres que les demandeurs d'emploi plus jeunes.

Un autre élément qui pourrait nuire à notre potentiel de croissance à long terme est le problème de congestion et de manque de mobilité. En effet, il est bien connu que nos pôles de croissances que sont Anvers et Bruxelles souffrent de problèmes de congestion sévères. Des mesures comme des investissements en infrastructures, une amélioration importante de la qualité du transport public et des systèmes de gestion du trafic et/ou de péage kilométrique sont donc plus qu'urgents.

Enfin, il est important de créer un climat plus propice à l'e-commerce, entre autres par le biais d'une plus grande flexibilité dans les temps de travail, de sorte que le secteur puisse également se développer sur notre territoire. Actuellement, plus de la moitié des achats sur internet sont faits auprès d'entreprises d'e-commerce situées juste au-delà de nos frontières. Les mesures récemment prises dans l'accord de l'été ne sont qu'un point de départ. ■



Pénurie sur le marché du travail, sources et conséquences

Selon Eurostat, le taux de vacance d'emploi est supérieur en Belgique à la moyenne de l'UE. De plus, cette tendance ne fait que s'accroître. Ventilée par régions, on constate que c'est le nord du pays qui a le plus de difficultés à pourvoir ses postes. Enfin, lors de l'observation de ces données par secteur, nous constatons que ce taux est encore plus élevé pour les entreprises nécessitant des profils scientifiques et techniques.

Notre enquête indique que, lors des six prochains mois, plus de 75% des interrogés anticipent avoir des difficultés pour trouver certains profils et 20% pour la plupart des profils.

Au sein du marché du travail belge, on observe une proportion de travailleurs sous-qualifiés plus élevée que la moyenne OCDE. Cela ne veut pas dire que le niveau de formation est faible, mais qu'il y a une inadéquation élevée entre compétences enseignées et besoins du marché du travail.

Il est vrai que le niveau de formation est élevé en Belgique, mais notre avance a diminué ces dernières années. Dans les matières STIM, l'évolution n'est pas des plus positives lorsqu'on observe les derniers résultats des tests PISA.

De plus, les différences de genre sont plus marquées en Belgique que chez ses voisins. En effet, on constate qu'il y a une plus grande proportion de femmes que d'hommes de la tranche d'âge 25-34 ans disposant d'un diplôme du supérieur. Cependant, seulement 26% des diplômés délivrés en sciences, mathématiques et informatique le sont à des femmes (contre 40% en moyenne pour les pays de l'OCDE).

Enfin, la mobilité résidentielle ainsi que la mobilité des travailleurs sont inférieures à la moyenne européenne. De hauts coûts de transaction sur le marché du logement, l'hétérogénéité linguistique ainsi que la problématique des embouteillages sur les routes sont des éléments explicatifs.

